

## DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

## Belkhadem veut éviter le Parlement

**Le chef du gouvernement ne devrait pas présenter sa déclaration de politique générale devant les deux chambres du Parlement. Ce refus constitue une grave violation de la Constitution.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Belkhadem n'aurait pas l'intention de se soumettre à la Constitution.

«Il n'envisage pas de présenter sa déclaration de politique générale devant les deux chambres du Parlement», a indiqué, hier, une source proche du chef du gouvernement.

Notre interlocuteur, qui a requis l'anonymat, a expliqué que Abdelaziz Belkhadem a «d'autres préoccupations».

Selon Layachi Dadouaâ, président du groupe parlementaire FLN à l'Assemblée, cette décision n'est pas encore défi-

nitive. «Rien n'a été encore tranché officiellement. Il est vrai que la présentation de la déclaration de politique générale est une obligation constitutionnelle. Mais il n'y a qu'un seul chef du gouvernement qui l'a appliquée, Ahmed Ouyahia en l'occurrence», a souligné Dadouaâ. L'argument avancé par Dadouaâ faisant état de la non-application de cette disposition est sans fondement car la loi fondamentale est claire à ce sujet. «Le gouvernement présente annuellement à l'Assemblée populaire nationale une déclaration de politique générale.

La déclaration de politique générale donne lieu à débat sur l'action du gouvernement. Ce débat peut s'achever par une résolution. Il peut également donner lieu au dépôt d'une motion de censure par l'Assemblée populaire nationale», peut-on lire dans l'article 84 de la Constitution.

La loi organique fixant les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le gouvernement, en son article 50, est elle aussi très explicite.

«A compter de la date d'adoption de son programme, le gouvernement présente annuellement à l'Assemblée populaire nationale une déclaration de politique générale conformément aux dispositions

de l'article 84 de la Constitution.

La déclaration de politique générale donne lieu à un débat sur l'action du gouvernement. Ce débat peut s'achever par une résolution. En se référant à cette loi, Belkhadem doit, théoriquement, se présenter devant les deux chambres du Parlement à partir du 23 juin prochain. Il avait en effet exposé le programme de son gouvernement l'an dernier à la même date. Reste aujourd'hui à savoir pourquoi Belkhadem refuse de se conformer à cette disposition. Est-ce la crainte de faire face aux parlementaires et de devoir s'expliquer sur les multiples échecs de son gouvernement ? Ou alors appréhende-t-il d'être confronté à

une motion de censure ? A ce titre, il est utile de rappeler que le chef de l'Exécutif se retrouve aujourd'hui dans une situation bien plus délicate que ne l'a été son prédécesseur Ahmed Ouyahia en 2006.

A l'époque, le binôme Belkhadem-Saidani avait menacé Ouyahia d'une motion de censure si ce dernier tentait de se présenter à l'Assemblée. Le bureau de l'APN avait même refusé la programmation d'une séance plénière. Le travail de sappe du FLN avait été suivi d'une estocade portée par le chef de l'Etat en personne qui finira par signer le limogeage d'Ouyahia.

T. H.

## L'ÉGLISE PROTESTANTE D'ALGÉRIE S'INSURGE

## Le harcèlement de Habiba Kouider continue

**Le calvaire de Habiba Kouider, poursuivie par le tribunal de Tiaret pour pratique illégale d'un culte non-musulman, n'est pas près de connaître son épilogue. Au moment où la jeune femme attend de connaître son sursis, le tribunal a décidé de lui reprocher sa conversion au christianisme, fouillant son sac, avant de lui imposer une humiliante palpation au corps en pleine rue.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - C'est ce que révèle dans un communiqué le président de l'Eglise protestante d'Algérie. Mustapha Krim, réagissant à ce dernier développement, a déclaré que «l'Eglise protestante exprime sa profonde tristesse devant la persistance de vexations aussi humiliantes qu'arbitraires. Elle en appelle aux plus hautes autorités pour faire respecter la légalité constitutionnelle qui garantit la liberté de conscience, mettre un terme aux persécutions qui ciblent la communauté chrétienne et assurer son droit au libre exercice de son culte». Pour rappel, le

tribunal de Tiaret avait reporté le 27 mai dernier sa décision dans le procès de Habiba pour «complément d'enquête». Le procureur avait requis trois ans de prison ferme à son encontre.

La jeune femme avait été interpellée début avril par des gendarmes sur la route reliant Tiaret et Oran, à l'ouest d'Alger, en possession d'une dizaine d'exemplaires de la Bible.

Ce même tribunal a tranché hier dans une affaire similaire mettant en cause six individus accusés d'avoir organisé une messe sans pour autant avoir eu l'autorisation rendue nécessaire par la loi de 2006 sur le culte. Un

des accusés a été condamné à six mois de prison avec sursis et une amende de 200 000 DA, les trois autres à deux mois de prison avec sursis et une amende de 100 000 DA. Tous les quatre ont reconnu s'être convertis au christianisme, mais nié devant le tribunal qu'ils participaient à une messe le jour de leur interpellation. Les deux autres personnes mises en cause ont été relaxées après avoir nié s'être converties, affirmant qu'elles participaient à un déjeuner.

Réagissant à ce verdict, M<sup>me</sup> Kheloudja, avocate des six prévenus, a indiqué à l'AFP qu'elle comptait faire appel de ce jugement, se demandant pourquoi seuls les quatre prévenus qui avaient confirmé leur conversion au christianisme avaient été condamnés.

«Ils étaient jugés pour les mêmes faits, ils devaient être

soit tous condamnés, soit tous relaxés», a-t-elle soutenu. Ce procès intervient quelques jours avant celui qui doit avoir pour théâtre le tribunal correctionnel de Tissemsilt qui aura le 18 juin prochain à se prononcer sur le sort de deux autres convertis condamnés le 20 novembre 2007 par défaut à deux ans de prison ferme et 500 000 DA d'amende chacun pour exercice illégal d'un culte non-musulman. Ils avaient demandé à être rejoints en leur présence.

Ces procès sont intervenus dans un climat marqué par une véritable chasse aux nouveaux convertis. Une situation qui inquiète les membres de la communauté chrétienne qui, en dépit des assurances des pouvoirs publics, continuent d'exprimer leurs craintes de voir le principe de la liberté de conscience remis en cause.

N. I.

## ILS INTERPELLENT MAGHLAOU ET SIDI-SAÏD

## Menace de grève chez l'Etusa

**Les travailleurs de l'Etusa montent au créneau et décident d'une démonstration de force à compter de la semaine prochaine. La cause : «La détérioration de la relation de travail avec l'employeur et la mauvaise gestion de l'entreprise, dont la conséquence directe était le retard dans le paiement des salaires des travailleurs».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Cette situation a provoqué la mobilisation de toutes les sections syndicales rattachées à cette entreprise. Ces dernières, affiliées aux différentes structures syndicales de l'union de wilaya d'Alger, ont décidé de saisir à la fois le ministre des Transports et le secrétaire général de l'UGTA. Pour ces derniers, il leur a été demandé «d'intervenir pour éviter que l'Etusa ne sombre de nouveau dans une situation qui a provoqué dans un passé

récent une crise au sein de l'ex-RSTA».

Pour les représentants des travailleurs, «la situation actuelle au sein de l'entreprise risque d'engendrer une crise profonde avec pour conséquence directe l'arrêt des activités de la flotte de cette entreprise publique de transport des voyageurs de l'Algérois».

Et pour illustrer leur détermination à aller au bout de leur revendication, les représentants des travailleurs de cette entreprise, qui emploie près de 2000 travailleurs, ont affiché depuis avant-hier la colère de leur mouvement de protestation en brandissant une grande banderole au niveau de la direction générale sise à Ghermoul, annonçant leur futur arrêt de travail.

Or, du côté de la direction générale, on soutient tout à fait le contraire. Selon une source proche de cette dernière, on indique que «les motifs de cet arrêt de travail ne sont nullement justifiés». La même

source ajoute que cette «perturbation si elle venait à voir le jour interviendrait au moment où l'entreprise est en phase de réussir son pari du principal transporteur public des voyageurs dans la capitale».

«S'il y a grève au sein de l'Etusa, cela suppose que le transport urbain dans la capitale sera durablement affecté comme ce fut le cas en 1990», se rappelle un syndicaliste.

Il est à rappeler que l'Etusa, née de la restructuration de l'ex-RSTA, assure l'essentiel du transport des voyageurs dans les grands centres urbains de la capitale. Sa flotte, renforcée par l'acquisition de nouveaux bus, devrait assurer de nouvelles dessertes situées tant au niveau des banlieues est et ouest d'Alger. On indique aussi que les responsables de l'Onou comptent engager pour la prochaine rentrée universitaire une partie de la flotte de l'Etusa pour le transport des étudiants.

A. B.

BOUIRA  
Des villageois ferment le CW10 à Ivahlal

Hier dans la matinée, des dizaines d'habitants du village Ighil-Azem, à Ivahlal, dans la commune d'Aghbalou, à 70 km à l'est de Bouira, ont procédé à la fermeture de la route reliant le village à la commune de Tazmalt, dans la wilaya de Béjaïa, pour protester contre la marginalisation de leur village.

Selon un citoyen, les villageois ont été surpris d'apprendre que l'étude faite pour l'aménagement des villages de la commune a omis Ighil-Azem qui relie pourtant le CW10 qui mène vers Tazmalt, et la RN15 du côté de l'ouest où se trouve le chef-lieu de la commune.

Après la fermeture de la route, une délégation de responsables de la daïra de M'chedallah s'est déplacée sur les lieux et a convenu d'une rencontre au niveau de la daïra avec les représentants du village. A l'issue de cette rencontre, des assurances ont été données quant à la révision de cette étude concernant l'aménagement urbain mais aussi la réfection de la route longue de 5 km et qui n'a pas été retapée depuis l'indépendance.

Et au sujet de ces aménagements, d'après notre interlocuteur, plusieurs entrepreneurs qui ont des chantiers d'aménagement urbain au niveau des villages rencontrent des problèmes pour refaire les trottoirs, notamment devant les devantures de certains particuliers. Aussi, les représentants des villageois sont-ils appelés à aider ces entrepreneurs afin que les villageois comprennent que l'aménagement urbain ne pourra jamais se faire sans leur contribution.

Les villageois, qui ont libéré la route après avoir reçu ces promesses, ont promis de revenir à la charge si les travaux ne démarrent pas dans les prochains jours.

Y. Y.